



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
N° 139 – 1<sup>er</sup> trimestre 2009

### Sommaire

<b>Méthodologie</b>	<b>4</b>
<b>1. Synthèse</b>	<b>5</b>
<b>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</b>	<b>11</b>
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>12</b>
Les placements des ménages	13
Les disponibilités des entreprises	14
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>15</b>
4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	15
4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	16
L'endettement des ménages	17
L'endettement des entreprises	18
<b>5. Risques sectoriels</b>	<b>19</b>
<b>6. Rappel des taux</b>	<b>21</b>
7.1 Taux réglementés	21
7.2 Principaux taux de marché	21
7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	21
7.4 Taux de l'usure	21
<b>7. Monnaie fiduciaire</b>	<b>22</b>
7.1 Emission mensuelle de billets euros	22
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	22
<b>8. Changeurs manuels</b>	<b>23</b>
8.1 Achats et ventes de dollars	23

### Méthodologie

#### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Deux critères cumulatifs sont retenus par l'IEDOM pour l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas l'une de ces conditions sont considérés comme non installés localement. C'est le cas par exemple de l'Agence française de développement (AFD) ou la Casden qui disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. On précisera que la Banque postale est considérée comme un établissement local.

#### 2) Enquête

L'IEDOM réalise trimestriellement une enquête de conjoncture auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement (13 établissements concernés). Le questionnaire vise à appréhender les évolutions de leur activité commerciale en dépôts et en crédits ainsi que leur opinion portant sur différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées relativement à la taille des établissements en fonction de leurs encours en dépôts ou en crédits selon la nature de la question posée. Les résultats obtenus donnent une mesure synthétique de l'appréciation de la situation.

#### 3) Actifs financiers

Dans cette note, les actifs financiers concernent exclusivement les dépôts auprès des banques locales et de la Banque postale. En sont exclus les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

En plus des *dépôts à vue*, les *placements liquides ou à court terme* regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils comprennent les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires). *L'épargne à long terme* est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont cependant pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit de la place mais gérés par des sociétés affiliées, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages comprennent les particuliers, les entrepreneurs individuels (EI) et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières (SNF) ; les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et les fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

#### 4) Passifs financiers

Au titre des passifs financiers, est présentée la situation des crédits octroyés par les établissements de crédit locaux d'une part, et par l'ensemble des établissements d'autre part.

Les établissements de crédit non installés localement (ECNIL) et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'AFD, la Casden, Natexis et le Crédit foncier de France.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre les catégories entreprises et ménages selon les types de crédits considérés. Les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés en encours des ménages avec les données des particuliers, alors que les autres catégories de crédit des EI le sont en encours des entreprises avec la totalité des données des sociétés non financières (SNF).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage, tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

S'agissant des ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation recouvrent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

### 5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information, bien que non exhaustive, permet une analyse des encours de crédits par secteurs économiques.

Cette base statistique est complétée par les données d'encours de créances douteuses déclarées localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10.000 euros, et par celles des arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22.500 euros, transmises par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

# 1. Synthèse

### 1 – Evolution conjoncturelle internationale

Dans le contexte actuel de crise économique et financière, les actions entreprises par les Etats des principales puissances économiques mondiales semblent prendre un nouveau tournant. Alors que des plans de relance ont été annoncés successivement depuis la fin de l'année 2008, la coordination internationale en matière de gestion de la crise se renforce et se précise.

Ainsi, le sommet du G20 qui s'est tenu à Londres le 2 avril 2009 s'est achevé en jetant les bases d'un accord visant à sortir les économies de la crise par une amélioration de la régulation des systèmes financiers et la restauration de la confiance. Outre la création d'un Conseil de stabilité financière, qui assurera la supervision et la régulation financière, les membres du G20 ont décidé de renforcer les moyens alloués aux institutions financières internationales pour un montant total de 1.100 milliards de dollars. Le Fonds Monétaire International s'inscrit au centre de ce dispositif en bénéficiant du triplement de ses ressources (750 milliards de dollars). Son capital augmente de 250 milliards de dollars sous la forme de Droits de tirages spéciaux (DTS) et il obtient officiellement un mandat pour surveiller les économies mondiales, en collaboration avec le Conseil de stabilité financière.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont poursuivi le mouvement de détente monétaire. Alors que le taux directeur de la FED se situe depuis décembre 2008 dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %, la BCE a baissé à sept reprises son principal taux pour le fixer à 1 % depuis le 13 mai 2009. Face à l'ampleur de la crise et le faible niveau atteint par les taux directeurs, les banques centrales se sont engagées progressivement vers des mesures moins traditionnelles que la simple fixation de taux directeur pour injecter des liquidités à travers les marchés financiers. Ainsi, la FED a annoncé en mars 2009 le rachat de 300 milliards de bons du Trésor américains, qui succède à sa précédente décision d'achat d'obligations liées à des crédits immobiliers. De son côté, la BCE a d'ores et déjà allongé la durée de ses prêts aux banques commerciales jusqu'à 12 mois et s'apprête à racheter des obligations sécurisées adossées à des créances hypothécaires ou au secteur public pour un montant de 60 milliards d'euros.

Sur la base d'indicateurs laissant espérer que le point bas de la crise est passé, les indices boursiers ont enregistré un net rebond à partir de mars 2009. De la même façon, le cours du pétrole affiche une nette reprise depuis le début de l'année 2009 tout comme le taux de change euro dollar qui est remonté au-dessus de 1,40.

### 2 – Evolution conjoncturelle à la Guadeloupe

Au premier trimestre 2009, l'activité des établissements de crédit intervenant dans le département a enregistré un ralentissement brutal sur le marché du crédit. Ce dernier s'inscrit dans un climat d'affaires déprimé, fortement impacté par le mouvement social d'envergure du début d'année, qui a approfondi les répercussions de la crise financière. En revanche, l'activité de collecte de dépôts s'est bien maintenue.

Le début d'année 2009 a été notamment marqué par i) la première baisse depuis dix ans des crédits à la consommation des ménages ; ii) la poursuite du ralentissement du financement de l'investissement des entreprises ; iii) un taux de croissance record des livrets A en liaison avec la libéralisation de leur distribution depuis janvier 2009 et de leur bon niveau de rémunération<sup>1</sup>.

Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des établissements de crédit de la place, l'activité bancaire dans le département ne devrait pas s'améliorer avant le troisième trimestre 2009. Les dirigeants d'établissement anticipent la persistance d'un environnement économique déprimé au moins jusqu'à fin septembre, corroborée par les faibles performances économiques du premier semestre.

A fin juin 2009, les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit se révèlent en effet négatifs sur la collecte de dépôts et sur les principaux segments de crédits. La baisse continue de la rémunération des comptes d'épargne à régime spécial<sup>2</sup>, ainsi que celle des comptes à terme, pèserait négativement sur les volumes de dépôts collectés. Sur le marché du crédit, un timide redressement serait envisagé au 3<sup>ème</sup>

<sup>1</sup> Ce qui est moins vrai au second trimestre de l'année.

<sup>2</sup> Révisée à la baisse le 1<sup>er</sup> février 2009, puis le 1<sup>er</sup> mai 2009.

trimestre, à la faveur d'un léger redémarrage du segment des crédits à l'équipement et des crédits à la consommation.

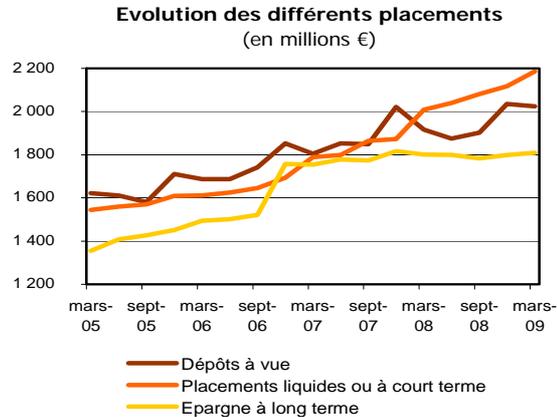
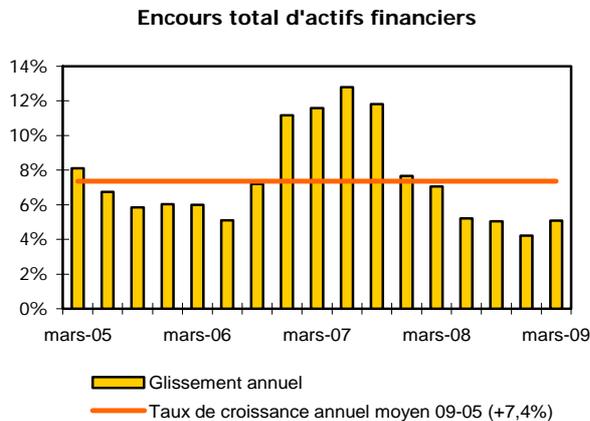
Malgré une baisse des commissions sur les six premiers mois de l'année 2009, le PNB dégagé par les établissements de crédits locaux se serait légèrement accru à fin juin après un repli très marqué au premier trimestre 2009. Cette tendance pourrait se maintenir au troisième trimestre. En revanche, les charges d'exploitation ayant sensiblement augmenté, le résultat net se dégraderait nettement sur la période sous revue.

### 2.1 - L'évolution des actifs financiers à la Guadeloupe

#### Légère embellie sur l'activité de collecte de dépôts, en dépit de la crise

En début d'année 2009, l'activité de collecte de dépôts s'est bien maintenue. L'encours, qui a franchi la barre symbolique des 6 milliards €, a progressé de 5,1 % **sur un an**, contre + 4,2 % en décembre 2008.

En dépit des événements sociaux ayant entraîné la paralysie économique de l'île, la collecte a maintenu un rythme de croissance positif **en glissement trimestriel** (+ 1,1 % après + 3,2 % au dernier trimestre 2008) contrairement aux départements de la Martinique et de la Réunion (respectivement - 1,4 % et - 2 %). A la Guadeloupe, toutes les catégories d'actifs progressent, sauf les dépôts à vue dont l'encours a accusé un léger repli sur trois mois (- 0,6 %).



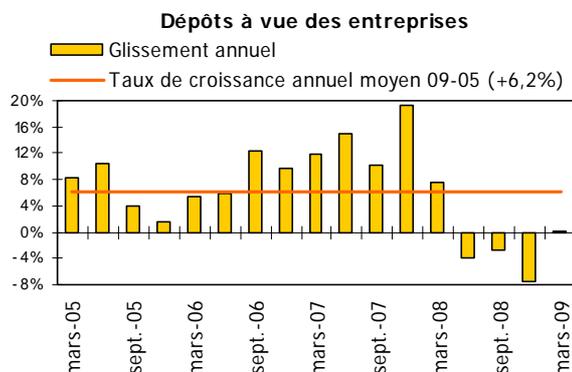
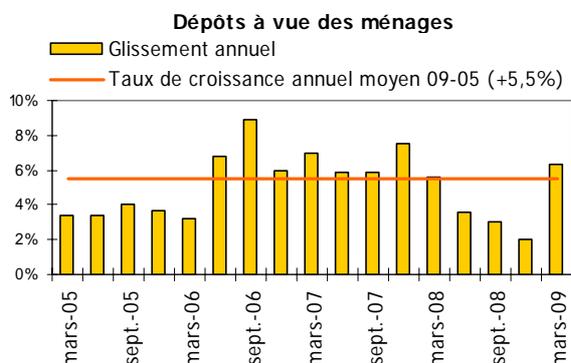
#### Dépôts à vue : accélération du rythme annuel malgré la crise, grâce à un moindre besoin de liquidités de la part des ménages

Si l'orientation défavorable de l'activité économique a pesé sur les comptes ordinaires de la clientèle dès le second semestre 2008, cette tendance s'est quelque peu affaiblie au premier trimestre 2009. En effet, malgré une baisse trimestrielle de 0,6 %, liée à l'effet base négatif généralement observé en début d'année<sup>1</sup>, l'encours des dépôts à vue (2,02 milliards €) a augmenté de 5,6 % sur un an (après seulement + 0,7 % au 31 décembre 2008), soit un rythme proche de la moyenne annuelle sur quatre ans (+ 5,7 %).

L'amélioration observée sur un an est à mettre principalement à l'actif des **ménages**, principaux détenteurs de cette catégorie d'actifs financiers (50,6 % du total). Ces derniers ont en effet vu leurs liquidités s'accroître de 6,3 % entre mars 2008 et mars 2009 (+ 2,1 % en décembre 2008 et + 5,5 % en moyenne annuelle sur quatre ans). Ils constituent la seule catégorie d'agent dont l'encours a observé une croissance sur trois mois (+ 1,7 %). En effet, en raison de la fermeture des principaux commerces de l'île, les dépenses de consommation des ménages (hors biens alimentaires) ont été fortement réduites aux mois de février et mars 2009, le besoin de liquidités s'en trouvant par conséquent restreint, tandis que les comptes ordinaires continuaient pour la plupart d'être alimentés dans les proportions habituelles.

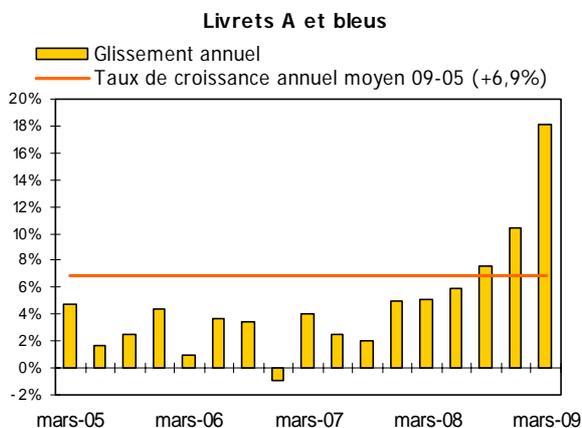
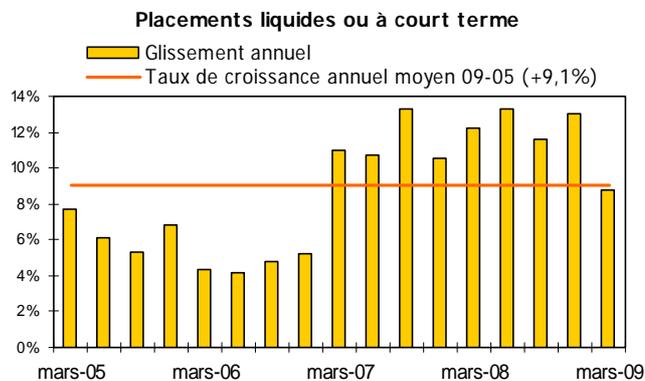
<sup>1</sup> Le premier trimestre se caractérise généralement par une diminution de l'encours des dépôts à vue par rapport au trimestre précédent, en raison notamment de versement de primes en fin d'année, 13<sup>ème</sup> ou 14<sup>ème</sup> mois de salaires et de l'accroissement des disponibilités pour les entreprises suite au bouclage d'opérations de défiscalisation.

L'effet inverse a pu être observé chez les **entreprises**. La paralysie économique du département liée aux événements sociaux a contribué à l'aggravation de la situation de trésorerie des entreprises, perceptible depuis le second semestre 2008. Leur encours de dépôts à vue s'est ainsi stabilisé (+ 0,1 % en glissement annuel après une baisse de 6,4 % au quatrième trimestre 2008), affichant un recul de 3,2 % au premier trimestre 2009.



### Placements à court terme : ralentissement malgré le dynamisme des livrets A

L'encours des placements liquides ou à court terme (2,19 milliards €) a continué d'afficher un rythme de progression élevé en glissement annuel (+ 8,8 %), bien que légèrement inférieur au taux de croissance annuel moyen sur la période 2005-2009 (+ 9,1 %) et au taux relevé au trimestre précédent (+ 13 %). Une analyse détaillée des placements liquides fait ressortir un recours marqué à l'épargne réglementée.

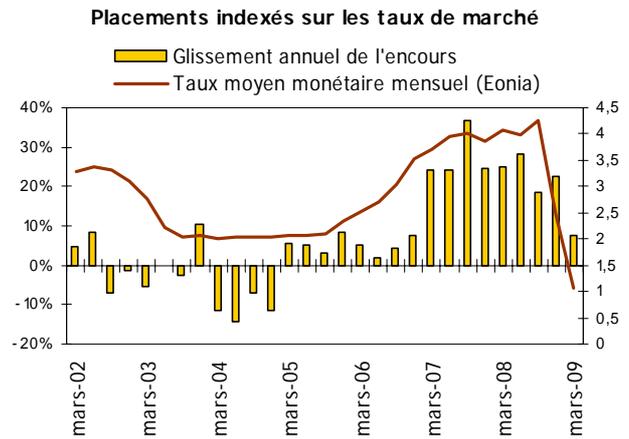


Dynamisé par l'ouverture à la concurrence de la distribution du livret A, l'encours de **l'épargne réglementée** (1,37 milliard €) a augmenté de 9,6 % sur un an, contre + 7,9 % en décembre 2008 et + 6,1 % en moyenne annuelle sur quatre ans. Cette performance, observée dès le troisième trimestre 2008, est liée à la recherche de placements sécurisés par les agents économiques dans une conjoncture financière dégradée et aux actions de communication réalisées par la profession bancaire dans le cadre de la banalisation de la commercialisation du livret A, effective depuis janvier

2009. Bénéficiant jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2009 d'un taux de rémunération attractif (4 %) <sup>1</sup>, ce placement, déjà bien orienté fin 2008, a ainsi affiché sa plus forte progression en glissement annuel sur longue période (+18,2 %, après +10,4 % en décembre 2008). L'encours des livrets de développement durable a également enregistré une hausse sensible (+ 14,5 %, après + 16,4 % en décembre 2008), en liaison avec son niveau de rémunération en début d'année (4 %).

<sup>1</sup> Le taux de rémunération du livret A a été abaissé à 2,5 % au 1<sup>er</sup> février 2009 puis à 1,75 % au 1<sup>er</sup> mai et à 1,25 % au 1<sup>er</sup> août 2009.

Très prisés par la clientèle jusqu'au troisième trimestre 2008 en raison du niveau relativement élevé des taux d'intérêt à court terme<sup>1</sup>, les **placements indexés sur les taux de marché** (817 millions €) ont connu un net ralentissement en début d'année 2009, leur croissance en glissement annuel passant de 22,4 % en décembre 2008 à + 7,6 % en mars 2009. Cette évolution est liée à la baisse très sensible des taux de référence, la moyenne mensuelle du taux monétaire au jour le jour (Eonia) étant en effet tombée à 1,0565% en mars 2009, après avoir dépassé 4 % dans le courant de l'année 2008. L'encours des dépôts à terme (57,7 % du total) a progressé de 22,6 % sur un an, après + 41,7 % en fin d'année, tandis que le recours aux OPCVM monétaires a diminué de 3,6 % en glissement annuel.



### **Épargne longue : recul des principaux supports et essoufflement continu de l'assurance-vie**

Le tassement progressif de l'épargne longue observé depuis le déclenchement de la crise financière s'est poursuivie en début d'année 2009. Après la baisse annuelle de 1 % à fin décembre 2008, l'encours (1,81 milliard €) s'est stabilisée à fin mars (+ 0,6 % en glissement annuel).

L'épargne longue des ménages, qui représente 96,6 % du total, a progressé de 0,5 % sur un an. La quasi-totalité de ses composantes a été orientée à la baisse. La croissance des produits d'assurance-vie a continué de s'essouffler. L'encours des **plans d'épargne logement** a poursuivi son recul, perdant 2,9 % sur un an, après -3,9 % en décembre 2008. Ce placement demeure néanmoins l'une des composantes essentielles de l'épargne longue des ménages guadeloupéens (25,4 % de l'encours total).

L'encours des **portefeuilles-titres** des ménages a également continué de se replier, confirmant la tendance observée depuis le troisième trimestre 2007 en liaison avec les répercussions de la crise des subprimes sur les marchés financiers. Au 31 mars 2009, ce recul atteint - 7,3 % en glissement annuel, contre -11,9 % fin 2008. L'impact de la crise sur la collecte en **OPCVM non monétaires** est encore plus marqué, l'encours perdant 17,4 % sur douze mois (- 19,3 % en décembre 2008).

La collecte de contrats d'**assurance-vie**, singulièrement celle des contrats en unités de compte, a continué d'être affectée par les tensions observées sur les marchés boursiers. A fin mars 2009, l'encours de l'assurance-vie s'élevait à 984,6 millions €, en hausse de 6,1 % sur un an, contre une croissance annuelle moyenne de 21,8 % entre 2005 et 2009. Ce placement demeure cependant le premier produit d'épargne à long terme des ménages (56,4 % du total).

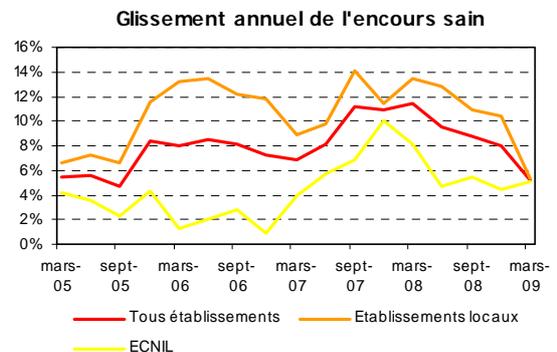
## **2.2 - L'évolution des passifs financiers en Guadeloupe**

### **Ralentissement brutal du rythme annuel de croissance des encours de crédit**

Dans une conjoncture économique dégradée, l'encours sain des crédits a diminué pour la première fois sur la dernière décennie, perdant 1,6 % en rythme trimestriel pour s'établir à 6,55 milliards € au 31 mars 2009.

Sur un an, le ralentissement est brutal : le taux de croissance sur douze mois, qui ralentit progressivement depuis mars 2008, est passé de 8 % en décembre 2008 à 5,2 % en mars 2009 (contre une moyenne annuelle de 7,7 % sur quatre ans).

La place bancaire locale, dont l'activité a été affectée par les mouvements sociaux du début d'année, endosse la totalité du ralentissement observé, avec un taux de croissance de l'encours de crédits en recul de 5,1 points (+5,3 % contre +10,4 % en décembre 2008).



<sup>1</sup> A fin août 2008, le taux moyen monétaire mensuel a atteint un point haut (4,2996 %).

L'encours sain des crédits des établissements non installés localement (ECNIL) a augmenté pour sa part de 5,1 % sur un an (+ 4,4 % en décembre 2008).

### **Première baisse des crédits à la consommation depuis le début des années 2000**

L'ensemble des catégories de crédit a enregistré une baisse du rythme annuel de croissance, les taux relevés en mars 2009 étant, de surcroît, nettement inférieurs à la moyenne sur quatre ans. Le ralentissement le plus prononcé concerne le financement de la consommation.

L'encours des **crédits à la consommation** des ménages (y compris comptes ordinaires débiteurs) a en effet enregistré, pour la première fois en dix ans, une baisse en glissement annuel (- 2,9 % contre + 4,1 % en décembre 2008).

Le rythme de progression des **crédits d'investissement** (entreprises et collectivités locales) a décéléré pour le cinquième trimestre consécutif, s'établissant à 6,4 %, contre + 9,8 % en décembre 2008 et + 10,4 % en moyenne annuelle sur quatre ans.

Sur le segment de **l'habitat**, le ralentissement en rythme annuel, bien que moins marqué, s'est également poursuivi (+ 7,6 %, contre + 8,4 % à fin 2008 et + 8,8 % en moyenne sur quatre ans).

Enfin, les **crédits d'exploitation** (entreprises et collectivités locales) ont diminué au premier trimestre 2009, ressortant en repli de - 3,9 % après une hausse modérée de 1,8 % en décembre 2008.

### **Ralentissement plus marqué chez les ménages**

Le ralentissement observé sur la clientèle des **ménages** est plus prononcé que celui relevé pour les entreprises. Le taux de croissance annuel de l'encours sain (2,38 milliards €) est passé de + 7,6 % en décembre 2008 à + 4,1 % en mars 2009, soit une réduction de 3,6 points. En glissement trimestriel, l'encours a perdu 2,3 % (- 56 millions €).

L'encours des crédits à la consommation (hors comptes ordinaires débiteurs), déjà en perte de vitesse en 2008 compte tenu de l'atonie du marché automobile à la Guadeloupe et du fléchissement de la consommation des ménages, a reculé en rythme annuel pour la première fois en dix ans. Le taux de croissance de l'encours est passé de 3,5 % en décembre 2008 à - 3,6 % en mars 2009, soit un ralentissement de 7,1 points.

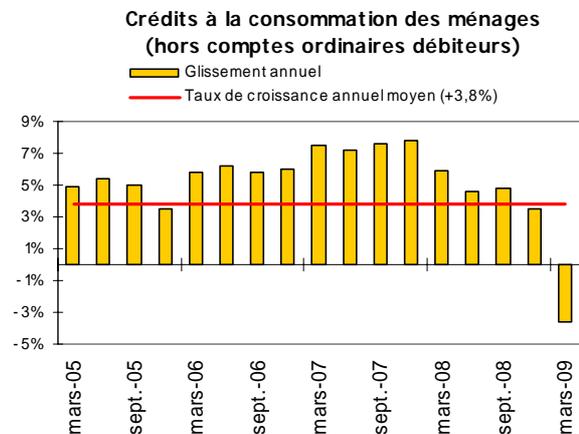
L'encours des comptes ordinaires débiteurs a continué de progresser à un rythme soutenu (+ 10,1 % après + 16,6 %), nettement supérieur à la moyenne de long terme (+ 2,9 %). Cette évolution traduirait une augmentation de la vulnérabilité des ménages.

L'encours des créances douteuses nettes de cette clientèle s'est dans ce contexte accru de 9,3 % sur la période sous revue, après deux trimestres consécutifs de baisse.

Enfin, la croissance de l'encours des crédits à l'habitat des ménages a ralenti pour le troisième trimestre consécutif (+ 8,5 % sur un an au 31 mars 2009 après + 9,9 %, soit le plus faible taux depuis 2006).

A fin mars 2009, l'encours de crédits porté par les **entreprises** (3,31 milliards €) poursuit son ralentissement (+ 5,6 % en glissement annuel, contre + 8,1 % à fin décembre 2008). En glissement trimestriel, l'encours a perdu 1,4 % (- 45,7 millions €).

Après avoir enregistré des taux de croissance à deux chiffres depuis fin 2006, le rythme de progression des crédits d'investissement des entreprises s'est fortement réduit en début d'année 2009 (+ 8,6 % en glissement annuel au 31 mars 2009 contre + 13,3 % fin 2008). Dans un climat de crise de confiance au plan local et international, les entreprises du département ont suspendu leur effort d'investissement, limitant leur demande aux seuls besoins de renouvellement.



L'encours de crédit-bail, particulièrement utilisé par les secteurs du commerce, de la construction et de l'immobilier, a baissé en rythme annuel pour le deuxième trimestre consécutif (- 7,1 % après - 1,3 %), constituant un signe marquant de la dégradation de la conjoncture économique. Les crédits à l'équipement suivent la même tendance avec un rythme de croissance passant de + 16,5 % à + 12,1 % en glissement annuel. L'encours porté par les entrepreneurs individuels, plus fragiles financièrement, a même diminué de 6,5 %, confirmant le recul observé fin 2008 (- 7,5 %).

Pour le quatrième trimestre consécutif, les efforts d'investissement du commerce se sont rétractés (- 15,5 % sur un an pour les crédits à moyen et long termes, - 10,2 % pour le crédit-bail). On observe également un ralentissement dans le secteur de la construction : l'encours à moyen et long termes a augmenté de 10,1 % sur un an, contre + 14 % en décembre 2008, et le crédit-bail a perdu 2,7 % sur la période sous-revue.

L'encours de crédits à l'habitat des entreprises (1,5 milliard €), en moindre progression depuis le second semestre 2008, a enregistré une croissance de 6,6 % (+ 93,5 millions €), inférieure de 1,1 point à la moyenne de longue période. La

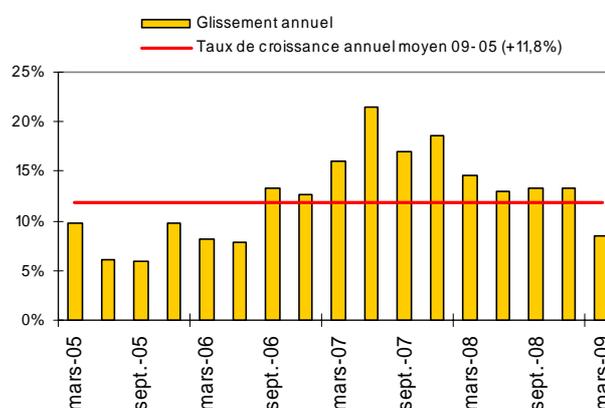
profession bancaire a continué d'afficher une prudence accrue en matière de financement de la promotion immobilière, secteur lui-même attentiste dans une conjoncture économique en berne. A fin 2009, le segment des crédits à l'habitat représentait 45,3 % de l'encours total porté par les entreprises.

A 433,7 millions €, l'encours des crédits d'exploitation s'est replié de 5,2 % (- 23,6 millions €) entre mars 2008 et mars 2009 (- 1,4 % en glissement annuel en décembre 2008). A l'exception des crédits de trésorerie, en légère hausse (+ 2,7 %, soit + 5,5 millions €), l'ensemble des catégories de crédits d'exploitation s'est inscrit en baisse, en phase avec la conjoncture, avec un recul de 28,5 % des créances commerciales (- 9,5 millions €) et de 33,3 % de l'affacturage (- 11,1 millions €).

Malgré l'intensification des difficultés de trésorerie des entreprises du département, le taux de créances douteuses nettes, marque une nouvelle diminution en glissement annuel (- 20,2 % après - 10,3 %), évolution à mettre en parallèle avec une sélectivité plus accrue des dossiers de crédit devant une conjoncture économique et sociale troublée. L'encours de créances douteuses nettes s'établit désormais à 124,3 millions €.

L'encours de crédits des **collectivités locales**, détenu à hauteur de 62 % par des établissements non installés localement, a également connu un ralentissement de son rythme annuel de croissance. Il a progressé 2,7 % (+ 17,2 millions €) en mars 2009, contre + 4,9 % en décembre 2008. Cette évolution est cependant à mettre en rapport avec un premier trimestre 2008 particulièrement bien orienté (+7,5 % en glissement annuel) en période préélectorale.

Crédits d'investissement des entreprises



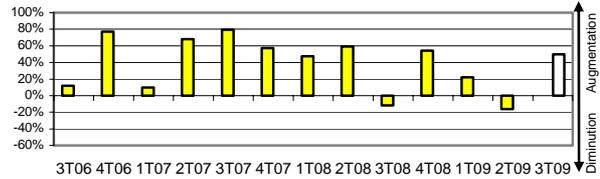
## 2. L'enquête auprès des établissements de crédit

### Soldes d'opinion des dirigeants

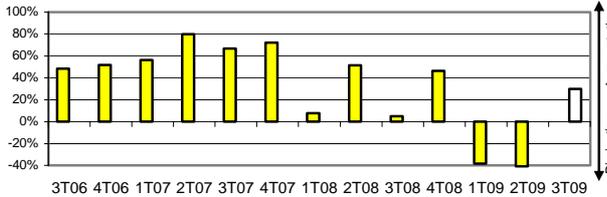
(BDAF, BFCAG, BNP, CEPAC, BRED, CRCAMG, FCMAG, CMAG, SOGUAFI)

■ Données brutes □ Prévisions

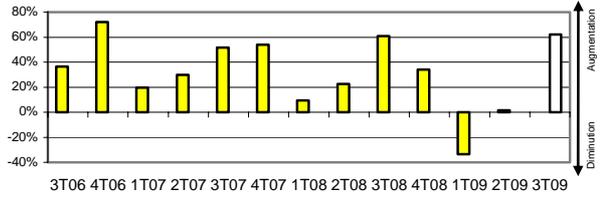
### Collecte des dépôts



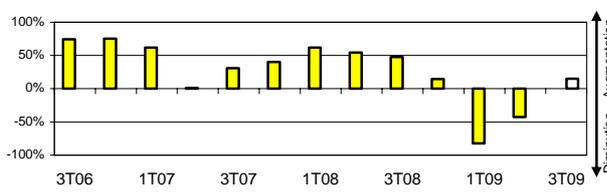
### Crédits d'équipement aux entreprises



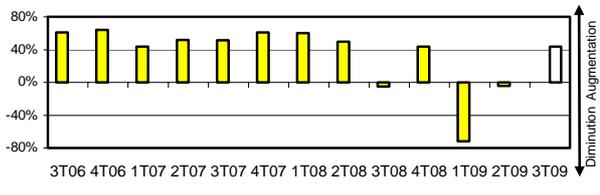
### Crédits d'exploitation aux entreprises



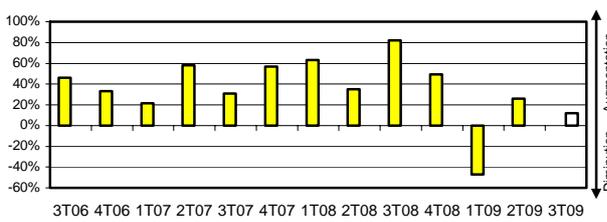
### Crédits à l'habitat des particuliers



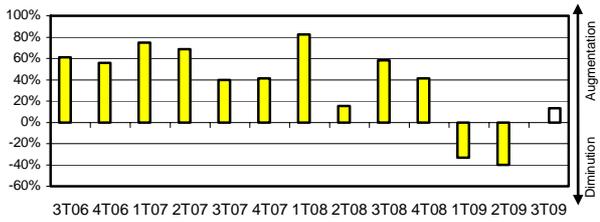
### Crédits à la consommation des particuliers



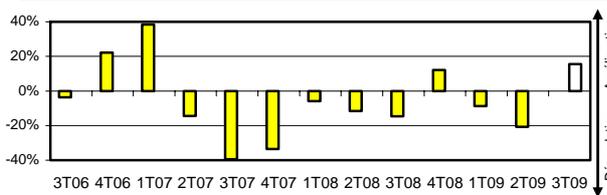
### Produit net bancaire



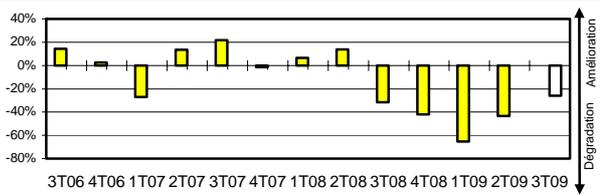
### Commissions



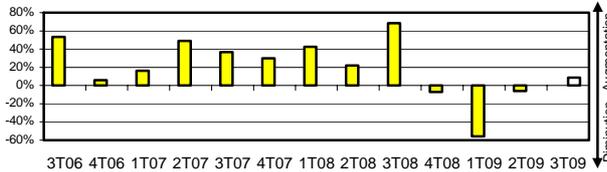
### Charges d'exploitation



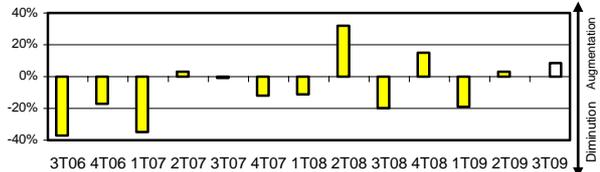
### Coût du risque



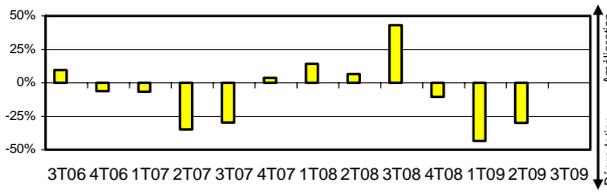
### Résultat net



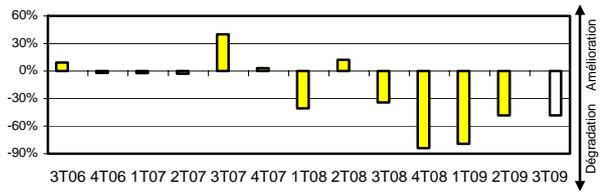
### Effectifs



### Climat social



### Environnement économique

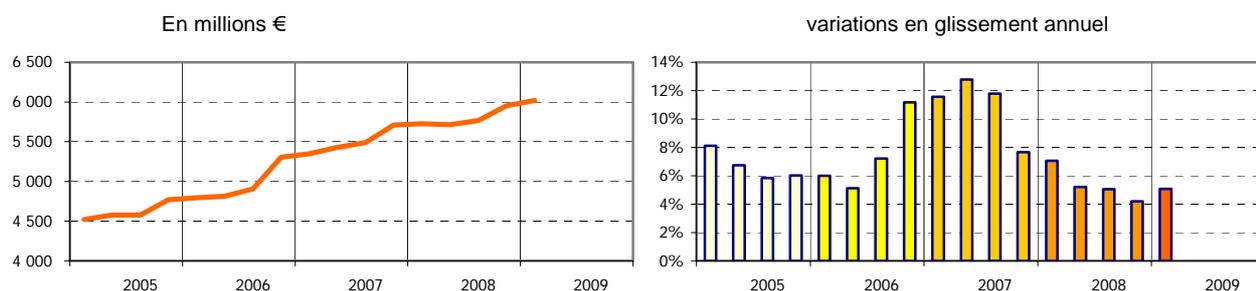


### 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

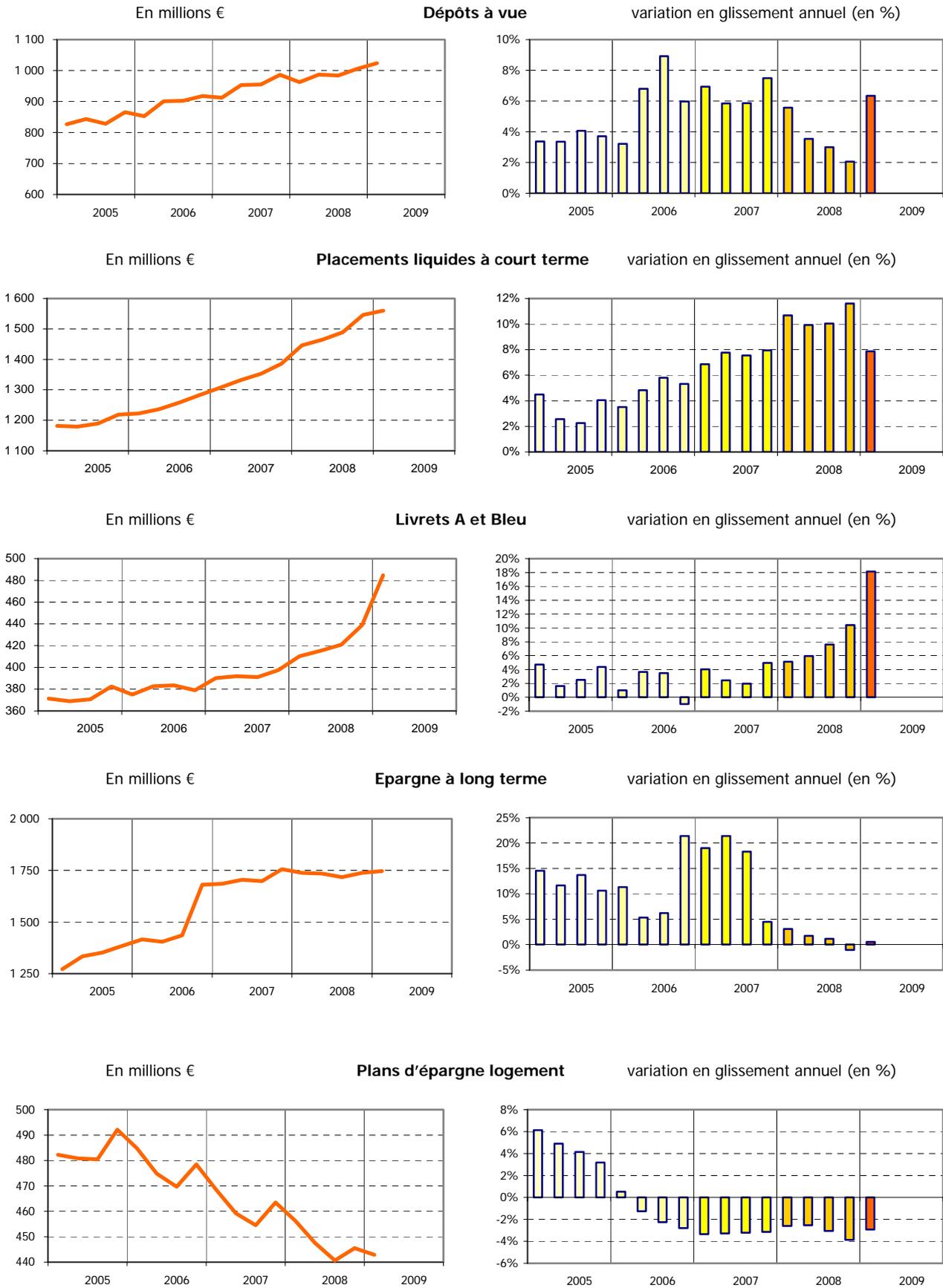
ACTIFS	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars 05	mars 06	mars 07	mars 08	juin 08	sept 08	déc 08	mars 09	1 an	3 mois
<b>Sociétés non financières</b>	<b>936,5</b>	<b>996,6</b>	<b>1 107,5</b>	<b>1 236,5</b>	<b>1 138,9</b>	<b>1 180,1</b>	<b>1 270,1</b>	<b>1 296,1</b>	<b>4,8%</b>	<b>2,1%</b>
Dépôts à vue	611,4	644,1	720,9	775,6	690,7	706,5	801,7	776,5	0,1%	-3,2%
Placements liquides ou à court terme	264,9	290,5	334,8	415,4	401,9	425,4	424,5	474,6	14,3%	11,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,8	2,3	2,4	1,2	0,9	1,1	1,2	2,4	102,7%	110,2%
Placements indexés sur les taux de marché	263,1	288,2	332,4	414,2	401,0	424,3	423,4	472,2	14,0%	11,5%
<i>dont comptes à terme</i>	90,1	115,4	133,4	165,6	160,7	178,8	198,7	241,4	45,7%	21,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	137,3	135,7	160,8	195,4	187,7	193,5	172,5	183,1	-6,3%	6,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	35,6	36,8	37,9	52,9	52,4	52,0	52,1	47,6	-10,1%	-8,7%
Epargne à long terme	60,2	62,1	51,8	45,5	46,3	48,2	43,8	45,1	-1,0%	2,9%
OPCVM non monétaires	40,9	42,6	32,2	27,9	26,7	29,3	22,1	22,2	-20,3%	0,6%
<b>Ménages</b>	<b>3 279,7</b>	<b>3 492,0</b>	<b>3 904,2</b>	<b>4 146,9</b>	<b>4 185,9</b>	<b>4 190,0</b>	<b>4 290,3</b>	<b>4 331,5</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,0%</b>
Dépôts à vue	826,3	853,0	912,1	962,9	987,2	983,9	1 006,4	1 024,0	6,3%	1,7%
Placements liquides ou à court terme	1 181,6	1 223,0	1 306,9	1 446,6	1 464,6	1 489,0	1 546,4	1 560,6	7,9%	0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 042,3	1 079,9	1 137,1	1 214,2	1 226,9	1 237,8	1 275,7	1 318,2	8,6%	3,3%
<i>Livrets ordinaires</i>	424,0	450,2	470,1	496,1	497,3	500,2	508,8	523,5	5,5%	2,9%
<i>Livrets A et bleus</i>	371,3	375,0	390,1	410,2	415,2	420,9	439,0	484,7	18,2%	10,4%
<i>Livrets jeunes</i>	12,4	13,0	13,9	14,9	15,2	15,8	15,8	16,9	13,4%	7,1%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	55,6	57,3	62,2	68,1	70,1	70,7	72,5	59,1	-13,3%	-18,6%
<i>Livrets de développement durable</i>	74,1	80,9	95,2	117,3	120,8	123,1	130,5	134,2	14,5%	2,9%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	104,8	103,5	105,5	107,6	108,3	107,8	109,1	109,5	1,8%	0,4%
Placements indexés sur les taux de marché	139,3	143,1	169,9	232,4	237,7	251,2	270,8	232,6	0,1%	-14,1%
<i>dont comptes à terme</i>	92,5	100,7	112,0	161,8	163,5	175,3	197,3	159,6	-1,4%	-19,1%
<i>dont bons de caisse</i>	2,5	1,7	1,3	1,0	1,0	1,0	0,8	0,8	-24,6%	-0,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	44,0	40,4	56,4	69,5	73,2	74,8	72,6	72,1	3,9%	-0,6%
Epargne à long terme	1 271,8	1 416,0	1 685,2	1 737,5	1 734,1	1 717,1	1 737,5	1 746,9	0,5%	0,5%
Plans d'épargne logement	482,2	484,7	468,5	456,3	447,6	440,7	445,5	442,9	-2,9%	-0,6%
Plans d'épargne populaire	104,7	98,6	92,3	87,8	85,6	84,1	84,2	82,9	-5,6%	-1,6%
Autres comptes d'épargne	3,6	3,6	5,8	6,7	6,9	6,8	7,0	6,8	1,4%	-2,6%
Portefeuille-titres	151,4	169,8	171,6	162,1	157,7	142,0	146,3	150,3	-7,3%	2,7%
OPCVM non monétaires	82,8	95,8	99,5	96,2	93,4	86,3	81,8	79,5	-17,4%	-2,8%
Contrats d'assurance-vie	447,2	563,5	847,4	928,4	942,9	957,3	972,7	984,6	6,1%	1,2%
<b>Autres agents</b>	<b>306,2</b>	<b>305,0</b>	<b>336,9</b>	<b>343,0</b>	<b>387,7</b>	<b>394,3</b>	<b>390,4</b>	<b>390,2</b>	<b>13,8%</b>	<b>-0,1%</b>
Dépôts à vue	184,4	189,7	171,7	178,2	196,5	211,4	226,9	223,3	25,3%	-1,6%
Placements liquides ou à court terme	98,6	98,8	148,2	146,3	172,4	165,8	146,0	150,0	2,5%	2,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,1	40,5	42,4	33,3	30,6	27,8	29,0	37,8	13,3%	30,1%
Placements indexés sur les taux de marché	62,5	58,3	105,8	112,9	141,8	138,0	117,0	112,2	-0,6%	-4,1%
<i>dont comptes à terme</i>	33,8	25,1	64,1	56,9	84,5	87,8	73,8	70,1	23,3%	-5,0%
Epargne à long terme	23,2	16,5	17,0	18,5	18,9	17,1	17,5	17,0	-8,3%	-2,9%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>4 522,5</b>	<b>4 793,6</b>	<b>5 348,7</b>	<b>5 726,5</b>	<b>5 712,5</b>	<b>5 764,4</b>	<b>5 950,8</b>	<b>6 017,9</b>	<b>5,1%</b>	<b>1,1%</b>
Dépôts à vue	1 622,2	1 686,8	1 804,8	1 916,8	1 874,3	1 901,8	2 035,0	2 023,7	5,6%	-0,6%
Placements liquides ou à court terme	1 545,1	1 612,3	1 789,9	2 008,2	2 038,9	2 080,2	2 117,0	2 185,2	8,8%	3,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 080,2	1 122,7	1 181,9	1 248,7	1 258,4	1 266,7	1 305,8	1 368,2	9,6%	4,8%
Placements indexés sur les taux de marché	464,9	489,5	608,0	759,5	780,5	813,5	811,2	817,0	7,6%	0,7%
Epargne à long terme	1 355,2	1 494,6	1 754,0	1 801,5	1 799,2	1 782,4	1 798,8	1 809,0	0,4%	0,6%

Source : IEDOM

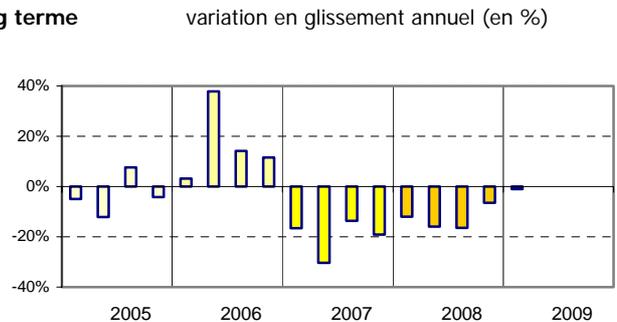
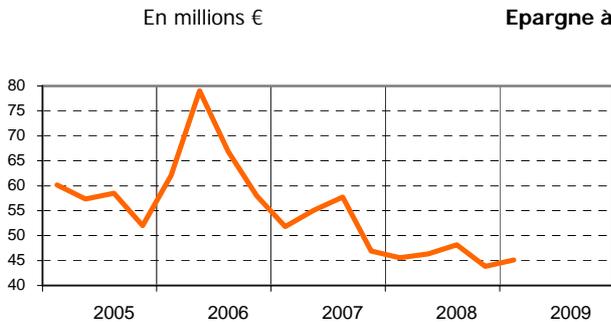
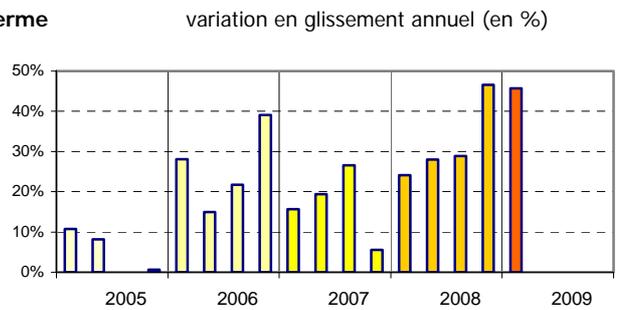
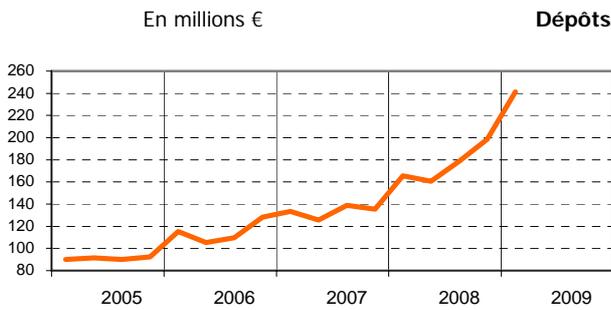
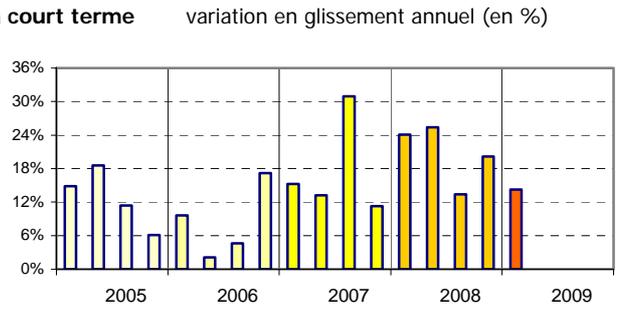
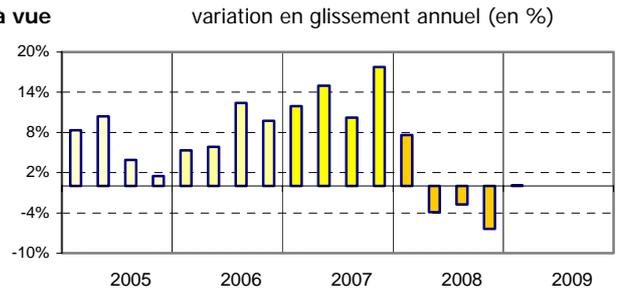
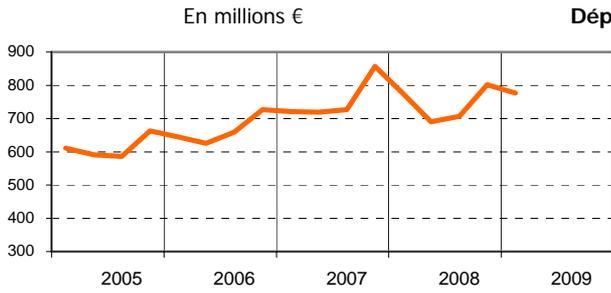
#### Ensemble des actifs financiers



## Les placements des ménages



## Les disponibilités des entreprises



## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

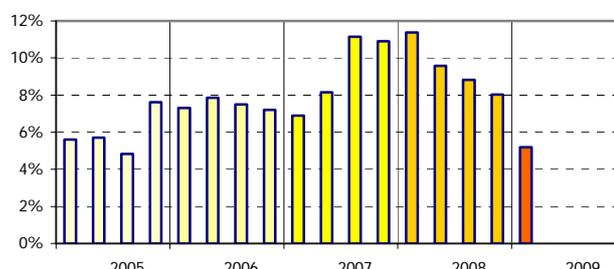
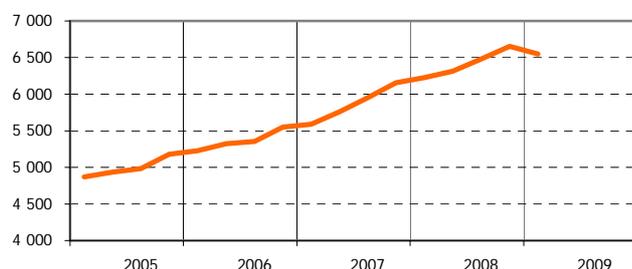
CCB TZE	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars 05	mars 06	mars 07	mars 08	juin 08	sept 08	déc 08	mars 09	1 an	3 mois
<b>Entreprises</b>	<b>2 453,1</b>	<b>2 642,6</b>	<b>2 825,7</b>	<b>3 139,2</b>	<b>3 204,3</b>	<b>3 306,1</b>	<b>3 360,2</b>	<b>3 314,6</b>	<b>5,6%</b>	<b>-1,4%</b>
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>380,0</b>	<b>408,2</b>	<b>417,7</b>	<b>457,3</b>	<b>472,5</b>	<b>494,0</b>	<b>449,6</b>	<b>433,7</b>	<b>-5,2%</b>	<b>-3,6%</b>
Créances commerciales	36,0	34,8	33,3	33,5	34,5	38,9	38,6	24,0	-28,5%	-37,9%
Crédits de trésorerie	181,4	209,1	215,5	201,9	215,8	214,1	200,9	207,3	2,7%	3,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	<i>53,5</i>	<i>54,4</i>	<i>52,9</i>	<i>47,0</i>	<i>48,3</i>	<i>48,0</i>	<i>45,6</i>	<i>43,1</i>	<i>-8,2%</i>	<i>-5,5%</i>
Comptes ordinaires débiteurs	136,6	139,0	140,5	188,7	191,6	211,4	182,6	180,2	-4,5%	-1,3%
Affacturage	26,0	25,3	28,4	33,2	30,6	29,7	27,6	22,2	-33,3%	-19,7%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>872,4</b>	<b>943,7</b>	<b>1 095,1</b>	<b>1 255,1</b>	<b>1 279,1</b>	<b>1 317,7</b>	<b>1 388,1</b>	<b>1 362,4</b>	<b>8,6%</b>	<b>-1,8%</b>
Crédits à l'équipement	678,8	753,4	893,9	1 023,6	1 052,5	1 094,3	1 169,6	1 147,3	12,1%	-1,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	<i>69,6</i>	<i>97,6</i>	<i>107,4</i>	<i>113,7</i>	<i>109,2</i>	<i>111,9</i>	<i>106,8</i>	<i>106,3</i>	<i>-6,5%</i>	<i>-0,4%</i>
Crédit-bail	193,6	190,3	201,2	231,5	226,6	223,4	218,5	215,1	-7,1%	-1,5%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>1 132,2</b>	<b>1 220,5</b>	<b>1 298,5</b>	<b>1 408,3</b>	<b>1 434,6</b>	<b>1 477,0</b>	<b>1 505,4</b>	<b>1 501,7</b>	<b>6,6%</b>	<b>-0,2%</b>
Autres crédits	68,6	70,2	14,4	18,6	18,1	17,5	17,1	16,8	-9,8%	-1,9%
<b>Ménages</b>	<b>1 766,1</b>	<b>1 883,2</b>	<b>2 080,8</b>	<b>2 285,8</b>	<b>2 328,3</b>	<b>2 381,6</b>	<b>2 434,6</b>	<b>2 378,6</b>	<b>4,1%</b>	<b>-2,3%</b>
<b>Crédits à la consommation</b>	<b>742,0</b>	<b>783,1</b>	<b>840,4</b>	<b>886,2</b>	<b>891,4</b>	<b>909,1</b>	<b>921,2</b>	<b>860,6</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-6,6%</b>
Crédits de trésorerie	664,8	706,7	755,9	801,7	809,6	825,9	835,3	776,0	-3,2%	-7,1%
Comptes ordinaires débiteurs	42,7	43,0	44,7	43,5	40,5	42,2	46,3	47,9	10,1%	3,3%
Crédit-bail	34,5	33,4	39,8	41,0	41,2	41,0	39,6	36,8	-10,3%	-7,1%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>1 020,8</b>	<b>1 097,4</b>	<b>1 237,7</b>	<b>1 397,4</b>	<b>1 434,6</b>	<b>1 470,3</b>	<b>1 511,3</b>	<b>1 516,1</b>	<b>8,5%</b>	<b>0,3%</b>
Autres crédits	3,3	2,7	2,7	2,2	2,3	2,3	2,2	1,8	-19,3%	-17,7%
<b>Collectivités locales</b>	<b>549,1</b>	<b>570,5</b>	<b>585,9</b>	<b>629,8</b>	<b>626,2</b>	<b>616,4</b>	<b>665,0</b>	<b>646,9</b>	<b>2,7%</b>	<b>-2,7%</b>
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>1,4</b>	<b>2,7</b>	<b>12,9</b>	<b>8,4</b>	<b>11,2</b>	<b>13,9</b>	<b>17,7</b>	<b>13,6</b>	<b>62,5%</b>	<b>-23,0%</b>
Crédits de trésorerie	1,4	2,6	12,9	8,2	10,8	13,7	16,5	12,5	52,2%	-24,4%
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,1	-	0,2	0,4	0,2	1,2	1,1	ns	ns
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>461,0</b>	<b>501,6</b>	<b>556,7</b>	<b>607,6</b>	<b>602,0</b>	<b>589,6</b>	<b>634,3</b>	<b>620,4</b>	<b>2,1%</b>	<b>-2,2%</b>
Crédits à l'équipement	460,9	500,5	555,6	606,6	601,1	588,8	633,6	619,8	2,2%	-2,2%
Crédit-bail	0,2	1,1	1,2	1,1	0,9	0,9	0,7	0,7	-38,9%	-8,5%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>32,9</b>	<b>30,9</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-34,7%</b>	<b>0,0%</b>
Autres crédits	53,9	35,3	16,2	13,6	13,0	12,8	13,0	12,8	-6,1%	-1,4%
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>102,1</b>	<b>130,3</b>	<b>94,9</b>	<b>168,4</b>	<b>152,4</b>	<b>173,0</b>	<b>190,5</b>	<b>206,3</b>	<b>22,5%</b>	<b>8,3%</b>
<b>Total sain</b>	<b>4 870,5</b>	<b>5 226,6</b>	<b>5 587,2</b>	<b>6 223,1</b>	<b>6 311,2</b>	<b>6 477,2</b>	<b>6 650,4</b>	<b>6 546,4</b>	<b>5,2%</b>	<b>-1,6%</b>
<b>Créances douteuses brutes</b>	<b>551,2</b>	<b>615,6</b>	<b>582,3</b>	<b>603,9</b>	<b>597,9</b>	<b>584,4</b>	<b>565,4</b>	<b>574,3</b>	<b>-4,9%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>190,0</b>	<b>244,3</b>	<b>202,3</b>	<b>233,2</b>	<b>227,9</b>	<b>217,0</b>	<b>212,1</b>	<b>215,6</b>	<b>-7,6%</b>	<b>1,6%</b>
<i>dont entreprises</i>	<i>128,8</i>	<i>146,9</i>	<i>128,0</i>	<i>155,8</i>	<i>140,0</i>	<i>143,5</i>	<i>137,8</i>	<i>124,3</i>	<i>-20,2%</i>	<i>-9,8%</i>
<i>dont ménages</i>	<i>57,1</i>	<i>78,7</i>	<i>73,6</i>	<i>71,2</i>	<i>74,2</i>	<i>69,7</i>	<i>72,4</i>	<i>77,8</i>	<i>9,3%</i>	<i>7,5%</i>
<b>Provisions</b>	<b>361,2</b>	<b>371,4</b>	<b>379,9</b>	<b>370,7</b>	<b>369,9</b>	<b>367,5</b>	<b>353,3</b>	<b>358,8</b>	<b>-3,2%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Encours total</b>	<b>5 421,7</b>	<b>5 842,3</b>	<b>6 169,5</b>	<b>6 827,1</b>	<b>6 909,1</b>	<b>7 061,6</b>	<b>7 215,8</b>	<b>7 120,7</b>	<b>4,3%</b>	<b>-1,3%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	<i>10,2%</i>	<i>10,5%</i>	<i>9,4%</i>	<i>8,8%</i>	<i>8,7%</i>	<i>8,3%</i>	<i>7,8%</i>	<i>8,1%</i>	<i>-0,8 pt</i>	<i>0,2 pt</i>
<i>Taux de provisionnement</i>	<i>65,5%</i>	<i>60,3%</i>	<i>65,3%</i>	<i>61,4%</i>	<i>61,9%</i>	<i>62,9%</i>	<i>62,5%</i>	<i>62,5%</i>	<i>1,1 pt</i>	<i>0 pt</i>

Source : IEDOM

#### Encours de crédit sain total

En millions €

variations en glissement annuel

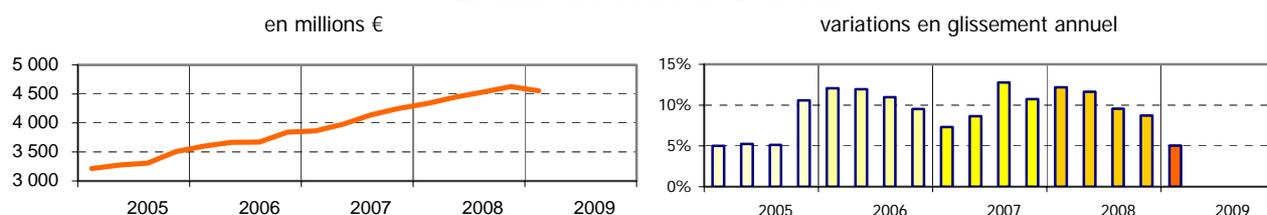


## 4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

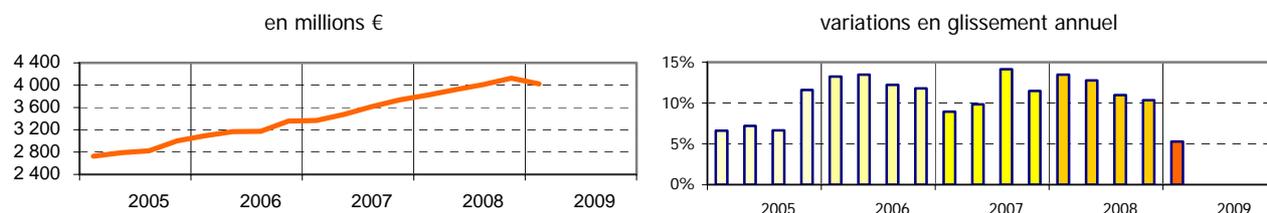
CCB ZE	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars 05	mars 06	mars 07	mars 08	juin 08	sept 08	déc 08	mars 09	1 an	3 mois
<b>Entreprises</b>	<b>981,6</b>	<b>1 127,5</b>	<b>1 270,4</b>	<b>1 455,2</b>	<b>1 519,4</b>	<b>1 565,9</b>	<b>1 584,8</b>	<b>1 557,6</b>	<b>7,0%</b>	<b>-1,7%</b>
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>317,0</b>	<b>354,9</b>	<b>374,7</b>	<b>414,2</b>	<b>425,3</b>	<b>445,1</b>	<b>413,2</b>	<b>397,9</b>	<b>-3,9%</b>	<b>-3,7%</b>
Créances commerciales	36,0	34,2	33,1	33,3	34,2	38,6	38,1	23,6	-29,1%	-37,9%
Crédits de trésorerie	161,8	176,8	195,5	184,6	201,5	199,4	186,2	189,2	2,5%	1,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	<i>53,5</i>	<i>54,1</i>	<i>51,7</i>	<i>45,9</i>	<i>47,3</i>	<i>47,1</i>	<i>45,0</i>	<i>42,5</i>	<i>-7,5%</i>	<i>-5,6%</i>
Comptes ordinaires débiteurs	93,2	118,6	117,8	163,2	159,0	177,5	161,4	162,9	-0,2%	0,9%
Affacturage	26,0	25,3	28,2	33,1	30,6	29,7	27,6	22,2	-33,1%	-19,7%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>509,5</b>	<b>566,9</b>	<b>691,2</b>	<b>811,7</b>	<b>838,7</b>	<b>860,7</b>	<b>904,3</b>	<b>894,3</b>	<b>10,2%</b>	<b>-1,1%</b>
Crédits à l'équipement	439,3	473,6	586,0	700,1	728,1	749,7	794,5	789,0	12,7%	-0,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	<i>69,6</i>	<i>64,7</i>	<i>65,0</i>	<i>67,8</i>	<i>66,2</i>	<i>63,4</i>	<i>59,3</i>	<i>59,1</i>	<i>-12,9%</i>	<i>-0,4%</i>
Crédit-bail	70,2	93,3	105,2	111,6	110,6	111,0	109,9	105,3	-5,6%	-4,2%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>90,1</b>	<b>139,1</b>	<b>193,3</b>	<b>213,9</b>	<b>240,6</b>	<b>245,7</b>	<b>253,4</b>	<b>251,7</b>	<b>17,7%</b>	<b>-0,6%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>64,9</b>	<b>66,6</b>	<b>11,1</b>	<b>15,4</b>	<b>14,9</b>	<b>14,3</b>	<b>13,9</b>	<b>13,6</b>	<b>-11,5%</b>	<b>-2,2%</b>
<b>Ménages</b>	<b>1 556,4</b>	<b>1 660,1</b>	<b>1 845,8</b>	<b>2 027,0</b>	<b>2 064,7</b>	<b>2 112,6</b>	<b>2 161,8</b>	<b>2 102,1</b>	<b>3,7%</b>	<b>-2,8%</b>
<b>Crédits à la consommation</b>	<b>688,1</b>	<b>725,1</b>	<b>781,1</b>	<b>822,7</b>	<b>828,8</b>	<b>845,8</b>	<b>858,0</b>	<b>800,3</b>	<b>-2,7%</b>	<b>-6,7%</b>
Crédits de trésorerie	610,9	649,1	697,0	738,5	747,3	762,8	772,5	716,0	-3,0%	-7,3%
Comptes ordinaires débiteurs	42,7	42,5	44,3	43,2	40,2	41,9	46,0	47,5	10,1%	3,4%
Crédit-bail	34,5	33,4	39,8	41,0	41,2	41,0	39,6	36,8	-10,3%	-7,1%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>865,2</b>	<b>932,4</b>	<b>1 062,1</b>	<b>1 202,1</b>	<b>1 233,7</b>	<b>1 264,5</b>	<b>1 301,6</b>	<b>1 300,0</b>	<b>8,1%</b>	<b>-0,1%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>3,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>2,2</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>	<b>1,8</b>	<b>-19,3%</b>	<b>-17,7%</b>
<b>Collectivités locales</b>	<b>123,2</b>	<b>206,9</b>	<b>200,7</b>	<b>225,7</b>	<b>226,8</b>	<b>224,0</b>	<b>253,4</b>	<b>248,7</b>	<b>10,2%</b>	<b>-1,9%</b>
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>1,4</b>	<b>2,7</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>	<b>3,5</b>	<b>5,8</b>	<b>9,2</b>	<b>8,8</b>	<b>427,1%</b>	<b>-3,6%</b>
Crédits de trésorerie	1,4	2,6	1,0	1,5	3,1	5,6	8,0	7,7	416,0%	-3,6%
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,1	-	0,2	0,4	0,2	1,2	1,1	ns	ns
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>121,7</b>	<b>204,1</b>	<b>199,6</b>	<b>223,9</b>	<b>223,2</b>	<b>218,1</b>	<b>243,7</b>	<b>239,3</b>	<b>6,9%</b>	<b>-1,8%</b>
Crédits à l'équipement	121,5	203,7	199,1	223,4	222,8	217,7	243,3	239,0	7,0%	-1,8%
Crédit-bail	0,2	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	-33,3%	-14,2%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-34,7%</b>	<b>0,0%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>66,9</b>	<b>95,4</b>	<b>49,4</b>	<b>112,7</b>	<b>108,7</b>	<b>111,2</b>	<b>123,4</b>	<b>113,7</b>	<b>0,9%</b>	<b>-7,9%</b>
<b>Total sain</b>	<b>2 728,2</b>	<b>3 089,9</b>	<b>3 366,3</b>	<b>3 820,6</b>	<b>3 919,7</b>	<b>4 013,6</b>	<b>4 123,4</b>	<b>4 022,1</b>	<b>5,3%</b>	<b>-2,5%</b>
<b>Créances douteuses brutes</b>	<b>485,8</b>	<b>511,5</b>	<b>498,5</b>	<b>514,6</b>	<b>525,0</b>	<b>519,4</b>	<b>501,7</b>	<b>532,3</b>	<b>3,4%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>125,7</b>	<b>141,7</b>	<b>119,5</b>	<b>144,4</b>	<b>155,6</b>	<b>152,4</b>	<b>148,9</b>	<b>174,0</b>	<b>20,5%</b>	<b>16,9%</b>
<i>dont entreprises</i>	<i>80,6</i>	<i>74,6</i>	<i>66,5</i>	<i>80,8</i>	<i>91,0</i>	<i>91,0</i>	<i>86,5</i>	<i>100,4</i>	<i>24,2%</i>	<i>16,0%</i>
<i>dont ménages</i>	<i>42,0</i>	<i>64,0</i>	<i>52,3</i>	<i>59,4</i>	<i>62,4</i>	<i>59,2</i>	<i>60,4</i>	<i>70,1</i>	<i>18,0%</i>	<i>16,1%</i>
<b>Provisions</b>	<b>360,0</b>	<b>369,8</b>	<b>379,0</b>	<b>370,2</b>	<b>369,4</b>	<b>367,0</b>	<b>352,8</b>	<b>358,3</b>	<b>-3,2%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Total brut</b>	<b>3 213,9</b>	<b>3 601,4</b>	<b>3 864,8</b>	<b>4 335,2</b>	<b>4 444,7</b>	<b>4 532,9</b>	<b>4 625,1</b>	<b>4 554,3</b>	<b>5,1%</b>	<b>-1,5%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	<i>15,1%</i>	<i>14,2%</i>	<i>12,9%</i>	<i>11,9%</i>	<i>11,8%</i>	<i>11,5%</i>	<i>10,8%</i>	<i>11,7%</i>	<i>-0,2 pt</i>	<i>0,8 pt</i>
<i>Taux de provisionnement</i>	<i>74,1%</i>	<i>72,3%</i>	<i>76,0%</i>	<i>71,9%</i>	<i>70,4%</i>	<i>70,7%</i>	<i>70,3%</i>	<i>67,3%</i>	<i>-4,6 pt</i>	<i>-3 pt</i>

Source : IEDOM

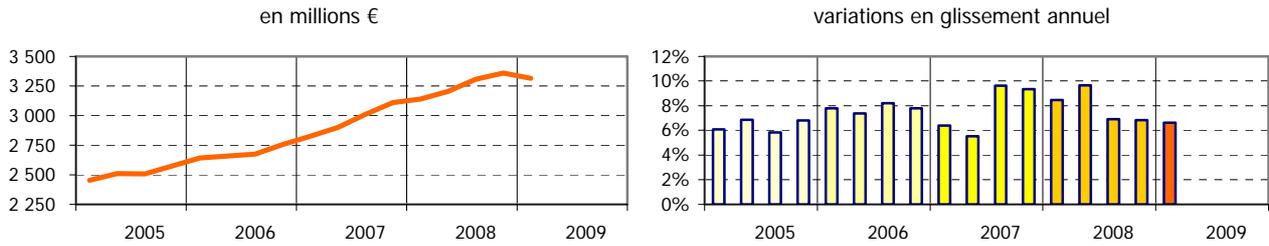
### Ensemble des crédits des EC locaux



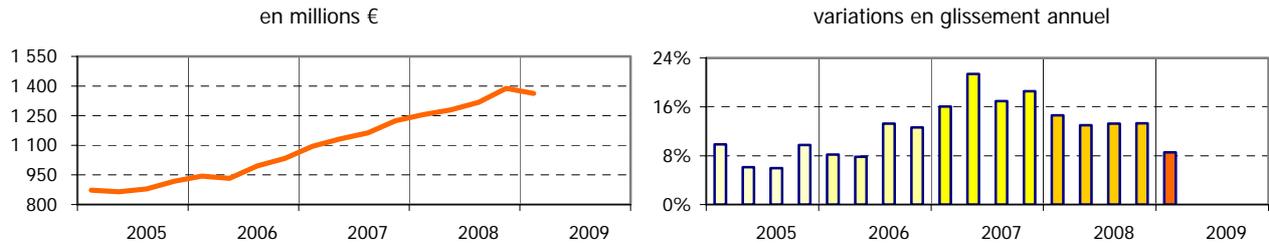
### Encours de crédit sain des EC locaux



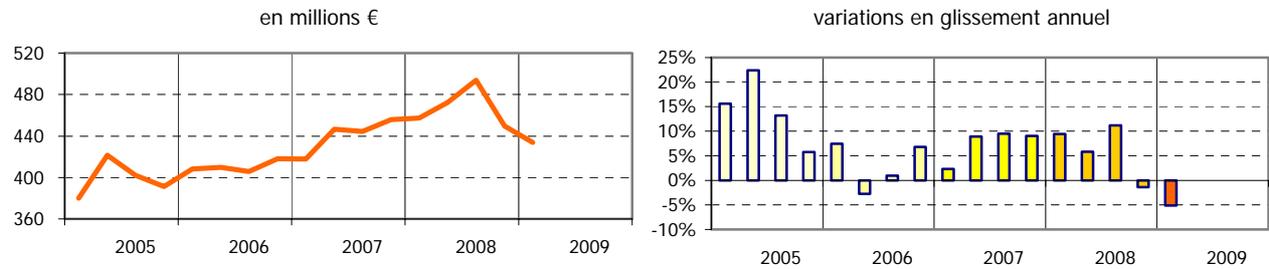
### Ensemble des concours sains



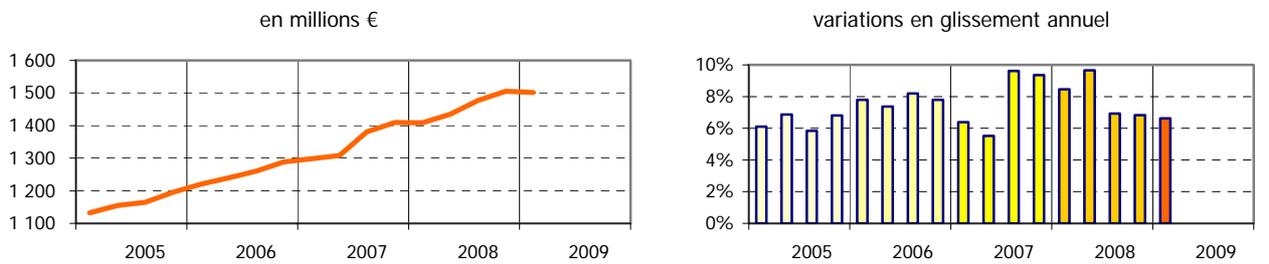
### Crédits d'investissement



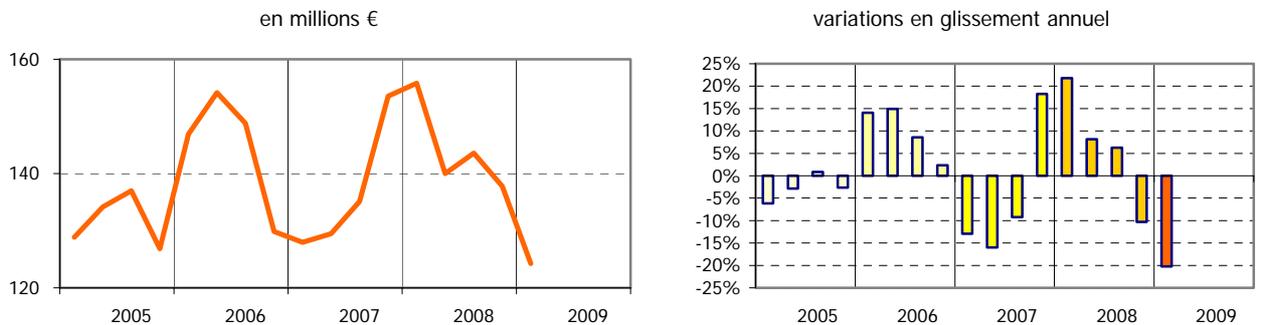
### Crédits d'exploitation



### Crédits immobilier

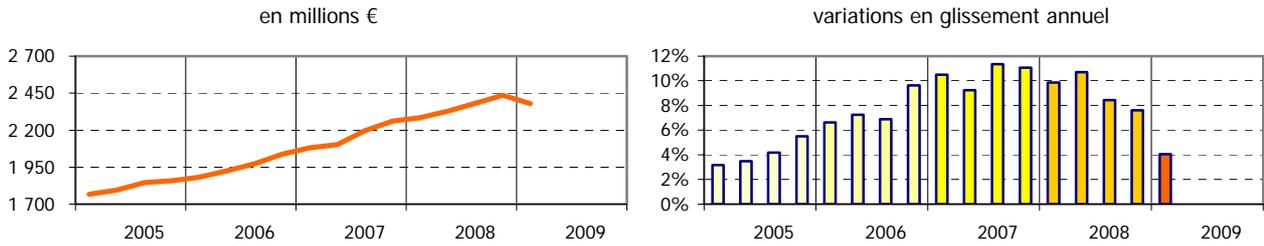


### Créances douteuses nettes

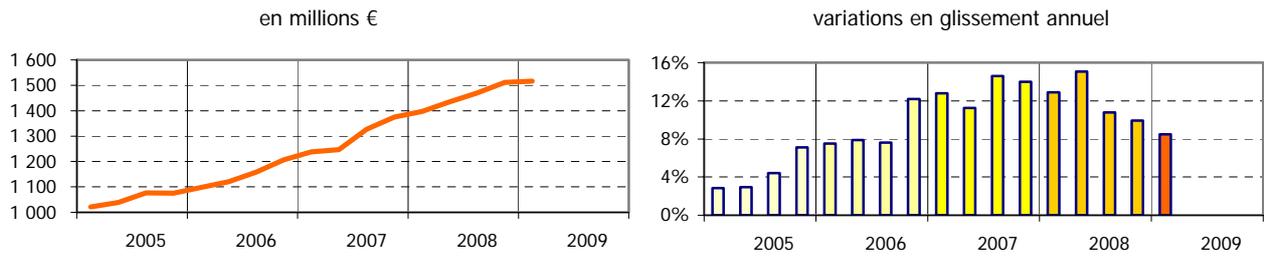


## L'endettement des ménages

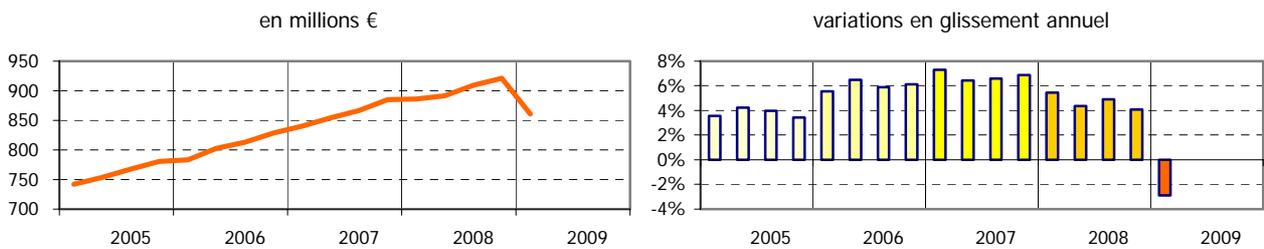
### Ensemble des concours sains



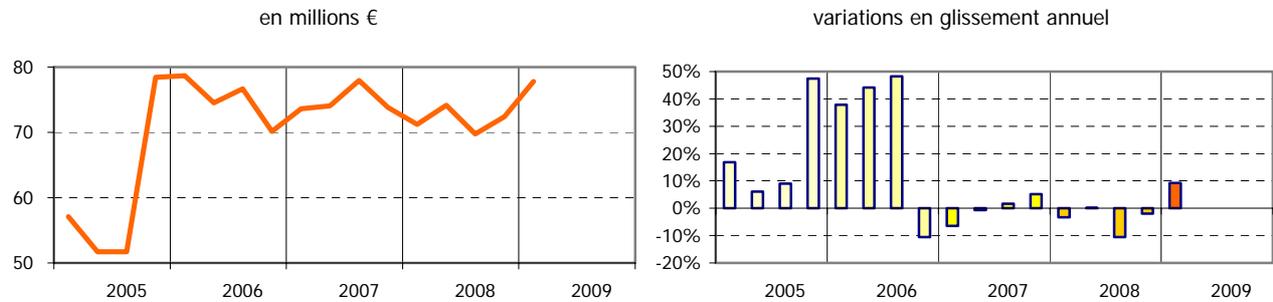
### Crédits à l'habitat



### Crédits à la consommation

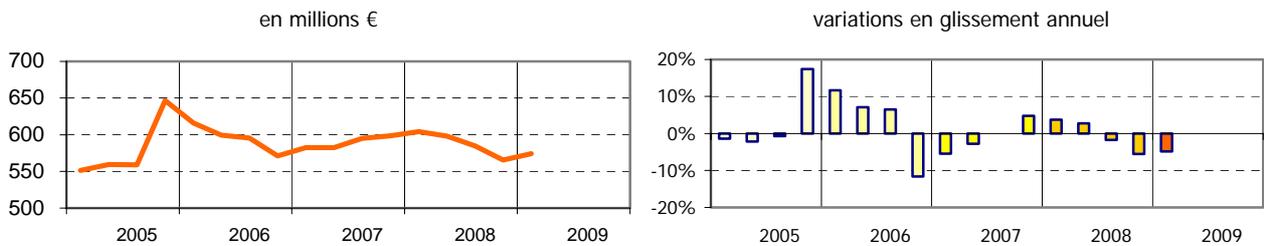


### Créances douteuses nettes



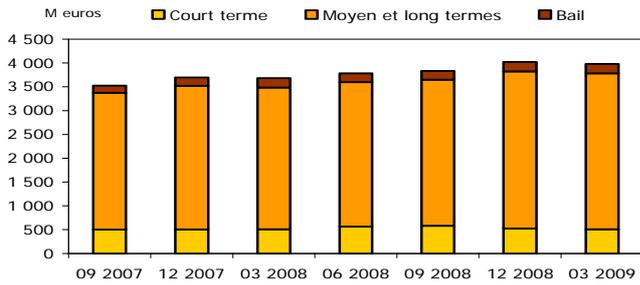
## L'évolution des créances douteuses brutes

### Créances douteuses brutes

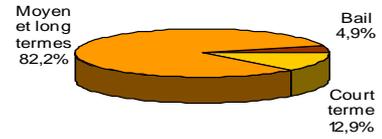


## 5. Risques sectoriels<sup>1</sup>

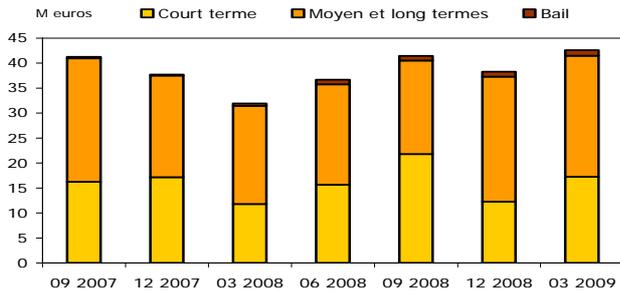
### Evolution globale



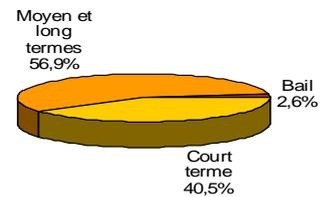
#### Structure en %



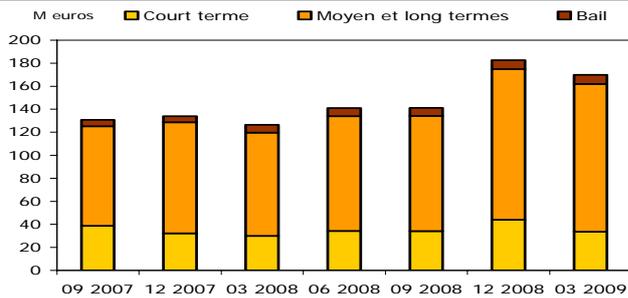
### Secteur primaire



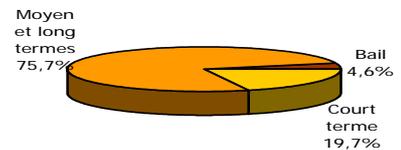
#### Structure en %



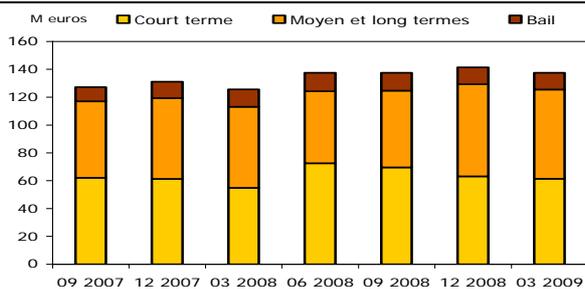
### Industrie



#### Structure en %



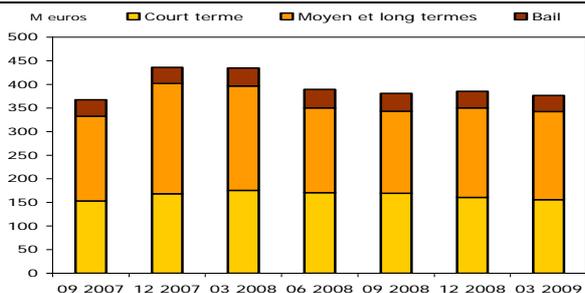
### Construction



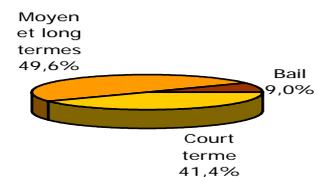
#### Structure en %



### Commerce

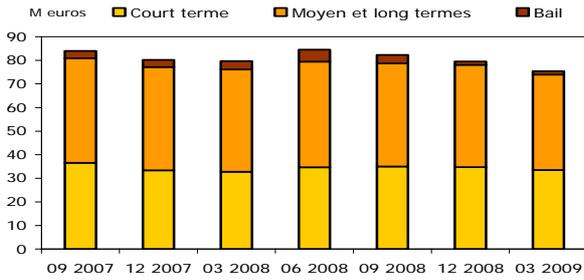


#### Structure en %

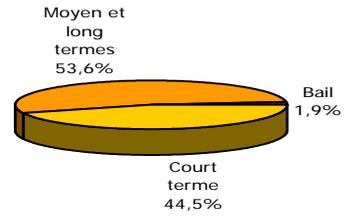


<sup>1</sup> Les données présentées ici sont issues du Service Central des Risques de la Banque de France et ne comprennent pas les engagements de hors bilan ni les encours titrisés.

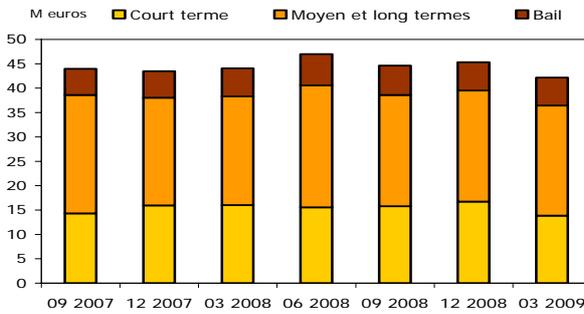
## Hôtels - restaurants



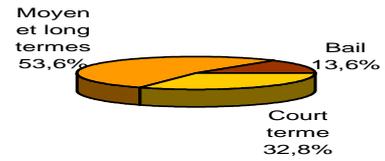
Structure en %



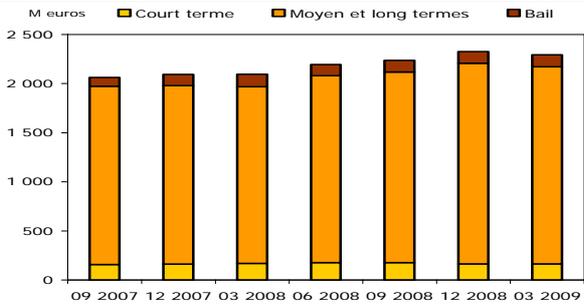
## Transports



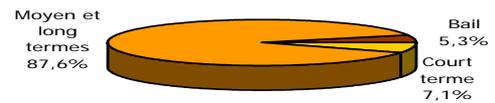
Structure en %



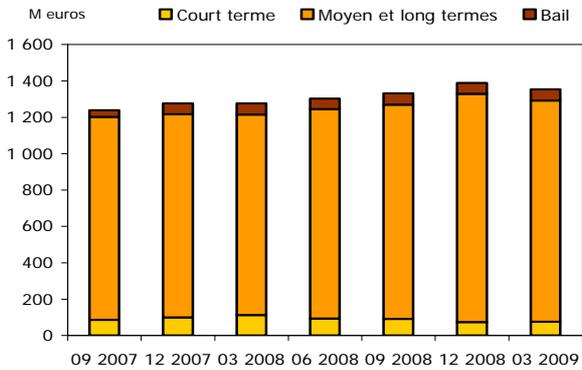
## Services



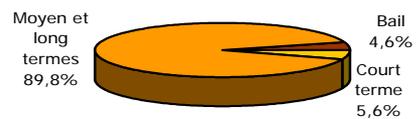
Structure en %



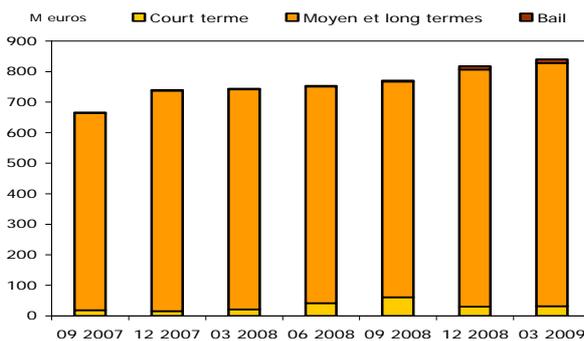
## dont Immobilier



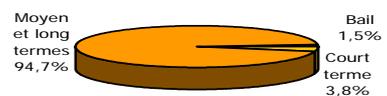
Structure en %



## Autres secteurs



Structure en %



## 6. Rappel des taux

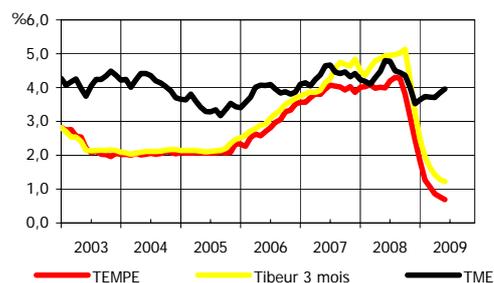
### 6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE		TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er mai 09)		
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/09)	1,00%	Livret A et bleu	LDD	LEP
Taux de la facilité de dépôt (08/04/09)	0,25%	1,75%	1,75%	2,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/09)	1,75%	PEL*	CEL*	
		2,50%	1,25%	
		TAUX D'INTERET LEGAL		
		ANNEE 2009 (JO du 11/02/09)	3,79%	
		ANNEE 2008 (JO du 23/02/08)	3,99%	

\* Hors prime d'Etat

Source : Banque de France

### 6.2 Principaux taux de marché

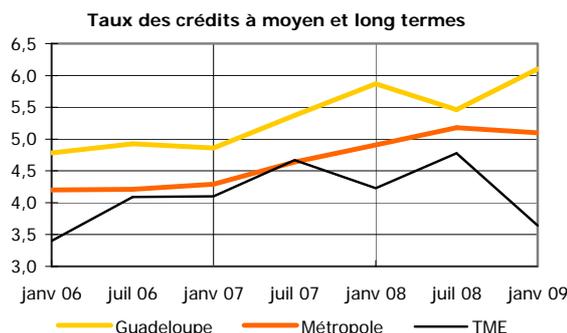
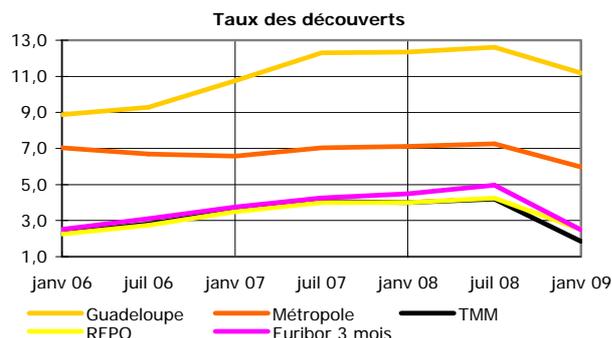


### 6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

#### Taux moyens pondérés

en %	juil 2007	janv 2008	juil 2008	janv 2009	Var. en pts 6 mois	1 an
<b>Crédits CT</b>						
Escompte	7,48	8,80	9,67	8,53	-1,14	-0,27
Découvert	12,30	12,34	12,61	11,19	-1,42	-1,15
Autres crédits CT	6,61	6,95	8,47	9,14	0,68	2,19
<b>Total crédits CT</b>	<b>9,97</b>	<b>10,62</b>	<b>11,28</b>	<b>10,20</b>	<b>-1,08</b>	<b>-0,41</b>
<b>Crédits MT et LT</b>	<b>5,37</b>	<b>5,87</b>	<b>5,46</b>	<b>6,10</b>	<b>0,64</b>	<b>0,23</b>
<b>ENSEMBLE</b>	<b>7,50</b>	<b>8,12</b>	<b>8,04</b>	<b>7,78</b>	<b>-0,26</b>	<b>-0,35</b>

Source : IEDOM



Source : IEDOM, Banque de France

### 6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 2eme trim. 2009 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1er juillet 2009
PARTICULIERS	<b>Prêts immobiliers aux particuliers</b>		
	- Prêts à taux fixe	5,26%	7,01%
	- Prêts à taux variable	5,27%	7,03%
	- Prêts relais	5,27%	7,03%
	<b>Autres prêts aux particuliers</b>		
- Prêts <= 1 524 € (*)	16,19%	21,59%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	15,47%	20,63%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	7,07%	9,43%	
ENTREPRISES	<b>Prêts aux entreprises</b>		
- Découverts en compte (**)	10,09%	13,45%	
L'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.			

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

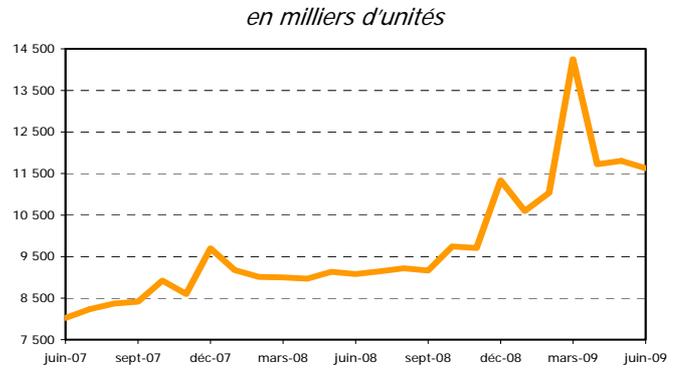
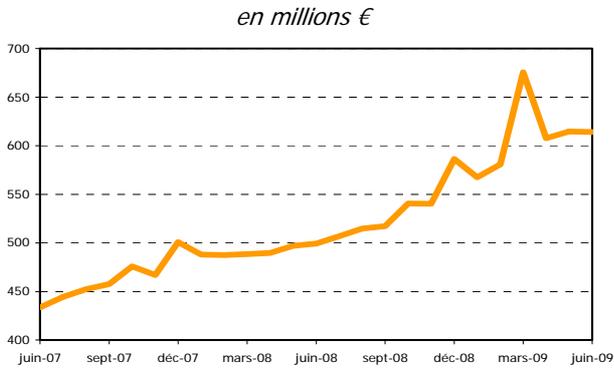
(\*\*) ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

Source : Banque de France

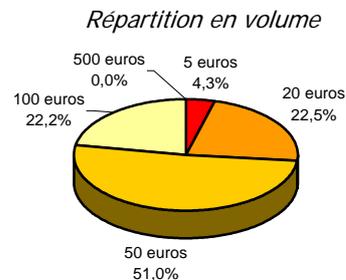
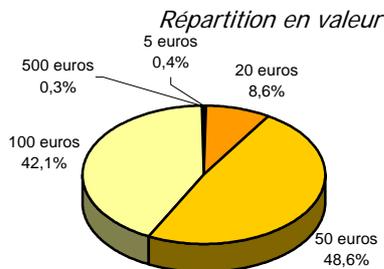
## 7. Monnaie fiduciaire

### 7.1 Emission mensuelle de billets euros

#### Emissions nettes cumulées de billets



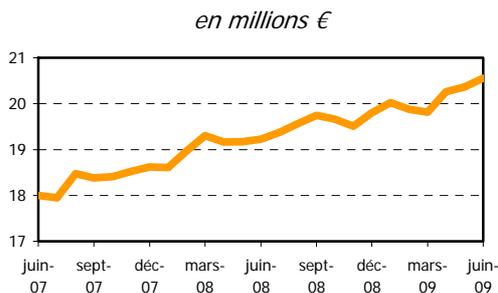
#### Répartition par coupure de l'émission nette de billets au 30 juin 2009



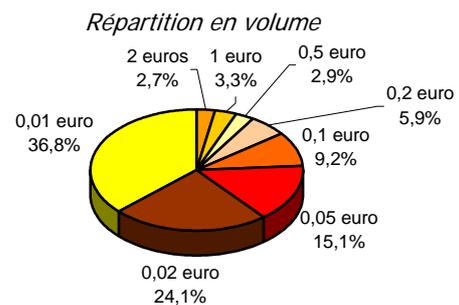
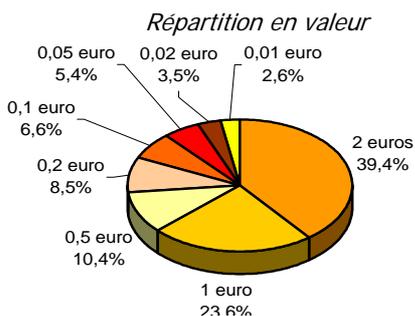
\* hors billets de 10 et 200 euros (la contribution étant négative)

### 7.2 Emission de pièces euros

#### Emissions nettes cumulées de pièces



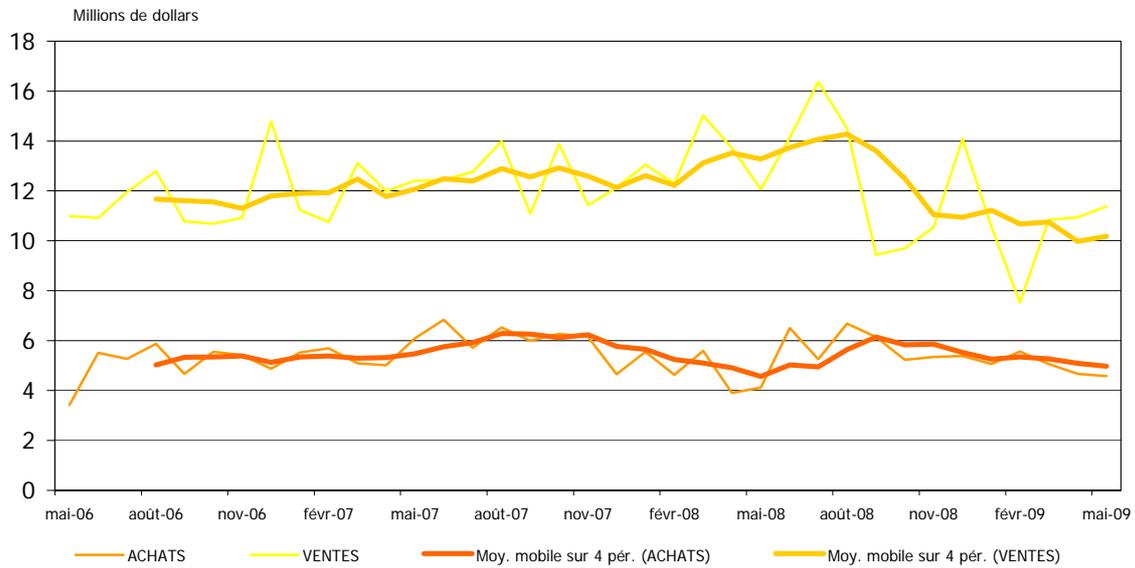
#### Répartition par coupure de l'émission nette de pièces au 30 juin 2009



## 8. Changeurs manuels

### 8.1 Achats et ventes de dollars

Evolution des achats et des ventes de dollars US en Guadeloupe  
entre 2006 et 2009



Source : IEDOM

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandie BOYER

Luc Le CABELLEC

Michelle MINATCHY

Pascal RICHER

**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

Parc d'activités La providence – ZAC de Dothémare - 97 139 LES ABYMES

Téléphone : 0590.93.74.00 – télécopie : 0590.93.74.25

Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : Y. BARROUX

Responsable de la rédaction : L. LE CABELLEC

Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 28 juillet 2009

Dépôt légal : juillet 2009- n° ISSN : 0296-3116